

Compte-rendu intersyndical de l'entrevue du 23 février 2015 avec M. Laurent Bouvier, Conseiller technique de Ségolène Royal

Les organisations syndicales de la Météopole ont sollicité une entrevue avec Mme la Ministre à l'occasion de sa visite impromptue sur le site de Toulouse..

C'est en fait son conseiller technique Laurent Bouvier qui a obtenu la charge de recevoir une délégation intersyndicale composée de Lydie Audonnet (SNM CGT), Christine Berne (Solidaires Météo), Fabienne Dupont (SNITM-FO) et Bruno Mondin (CFDT Météo).

Cinq points ont pu être abordés rapidement pendant le court temps imparti :

- **La baisse des moyens alloués à Météo-France et notamment la baisse inexorable des effectifs et l'insuffisance du budget.** Les représentants du personnels ont énormément argumenté afin de sensibiliser le représentant de la Ministre sur les effets très négatifs de cette baisse des emplois et de la suppression de la moitié des centres : difficultés pour exécuter les missions de plus en plus nombreuses et exigeantes, restructurations, souffrances, vieillissement ... M. Bouvier, non seulement, ne s'en est pas ému, mais a insisté sur notre fort taux de départs en retraite : cette baisse est donc « indolore » ... !..... C'est plutôt l'après qui l'inquiète et pour lequel il nous invite à trouver des solutions : comment faire baisser les effectifs lorsqu'il y aura moins de départs à la retraite ?! Non le plafond ne vient pas de nous tomber sur la tête ! Les représentants du personnel, choqués par ce discours cynique (qui a certes le mérite d'une certaine franchise), lui demandent si le seul projet d'établissement est de supprimer du personnel où s'il y a une ambition réelle pour Météo-France et ses agents. Pour Météo-France il nous invite à étudier le contrat d'objectif signé avec nos tutelles ; pour les agents et leur plan de carrière, sa solution est de favoriser les départs à l'extérieur de Météo-France...
- **Les problèmes engendrés par les restructurations en terme de mal-être et de RPS :** aucune réponse, ni apitoiement ...M. Bouvier était rassuré que Météo-France ait mis en place un « plan d'action ».
- **La revendication historique de la reconnaissance de la pénibilité du travail pour les collègues en service posté.** Pas de réponse, c'est un sujet difficile dit le conseiller, on l'aura remarqué...C'est sûrement pourquoi il n'a jamais avancé !
- **Les mesures sociales toujours en attente :** augmentation 2014 de l'ITS 2014 (2%), ratio de promotions 2015 pour la promotion IDT (14%) et les 20 postes de CUT (mesure 2013 toujours en attente !). Le conseiller a reconnu que l'impatience des personnels était légitime, sur des mesures qu'il considère comme très raisonnables. Il a tenu à nous assurer que le cabinet de Mme Royal était en train d'écrire au cabinet du Premier Ministre pour soutenir 3 mesures à arbitrer (postes CUT, ITS 2014, 2 postes de conseiller). Les représentants en intersyndicale ont insisté sur le caractère scandaleux des délais impartis pour l'application concrète des mesures sociales, problème récurrent depuis 2 ans. Il est d'accord ...il transmettra vous dis-je.
- **Le projet de nouvelle indemnité appliquée à tous les fonctionnaires : le RIFSEEP** (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat). Nous avons demandé que les corps de Météo-France soient classés « dérogatoires » car cette indemnité, en remplacement de l'ITS et des primes informatiques, est un système hyper personnalisé Totalemment inadapté à notre organisation et à nos métiers. Notre conseiller est parti rassuré,... il sait maintenant ce qu'est le RIFSEEP !

En conclusion, le seul point qui aura, peut-être, retenu l'attention de notre conseiller est la question des mesures sociales en attente. Sur cette question, il est largement temps que le Ministère passe des engagements aux actes ! La question des effectifs et par voie de conséquence de l'avenir de l'Établissement à la fois sur le plan technique et social a été très prégnante durant l'entrevue mais a pris une tournure surprenante, inquiétante et cynique. En tout cas, ce qui est certain, c'est que notre Ministre nous avait délégué un conseiller qui ne connaissait rien à Météo-France.

Mardi 24 février 2015